

Département de la Somme
Commune d'ALBERT



Enquête publique n° E22000007/80
du 02 mars au 02 avril 2022
32 jours consécutifs



Désignation du commissaire enquêteur
par le Tribunal administratif d'Amiens
en date du 07 décembre 2021



Enquête publique en mairie d'Albert
relative à la demande d'autorisation présentée
par la société BIOGAZ du COQUELICOT en vue
d'exploiter une unité de méthanisation de
matières organiques, avec épandage
- Rubrique 2781-1 et 3532 de la nomenclature ICPE -

Prescrite par arrêté du 03 février 2022
de Madame la Préfète de la Somme



Conclusions et Avis

Transmis le 21 avril 2022

Le commissaire enquêteur P. JAYET

Sommaire des conclusions

1- L'enquête publique	01
1-1. Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant.....	01
1-1-1. Nature de la demande d'autorisation environnementale.....	01
1-1-2. Description du projet	01
1-2. La procédure d'enquête publique	02
1-2-1. Le dossier d'enquête publique.....	02
• Composition du dossier	02
I- Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation	02
II- Plan d'épandage TERRALTO.....	02
III- Absence d'avis de l'Autorité environnementale.....	03
• Conditions matérielles de consultation du dossier d'enquête publique	03
1-2-2. La publicité légale de l'enquête publique	03
1-2-3. Opérations de communication médiatique.....	03
1-2-4. Préparation et déroulement de l'enquête publique	04
1-2-4-1. Opérations préparatoires réalisées le 14 février 2022	04
1-2-4-2. Déroulement de l'enquête publique	04
1-2-5. La participation comptable du public	04
1-2-6. Les avis exprimés pendant la phase d'enquête publique.....	04
• Avis favorables	04
• Avis défavorables	05
• Avis classé en neutre.....	05
2- Synthèse de l'analyse thématique issue du Titre 3 du rapport.....	05
3- Les éléments d'appréciation issus du dossier	06
3-1. L'environnement humain	06
3-2. Les impacts sur l'environnement et les mesures compensatoires	07
• La qualité de l'air.....	07
• Le patrimoine culturel et paysager	07
• Le patrimoine naturel	07
3-3. Les capacités techniques et financières du demandeur.....	07
3-4. Compatibilité avec les documents d'urbanisme	07
4- Les éléments d'appréciation issus de l'enquête publique	08
5- Les motivations de l'avis	08
Avis du commissaire enquêteur.....	09

Conclusions et Avis

Département de la Somme

Demande en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation de matières organiques, avec épandage, sur le territoire de la commune d'Albert présentée par la société Biogaz du Coquelicot

1- L'enquête publique

1-1. Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant

La société BIOGAZ DU COQUELICOT souhaite mettre en place une unité de méthanisation de matières organiques.

Cette société a vu le jour suite au regroupement de 23 exploitants agricoles locaux.

Le projet est situé en zone agricole sur la commune d'ALBERT (80).

L'objectif est de produire du biogaz à partir des déchets locaux, essentiellement issus du groupe d'agriculteurs, et générer des matières fertilisantes qui seront valorisées en agriculture.

Le biogaz après épuration sera injecté dans le réseau de gaz naturel.

Le siège social de la SAS Biogaz du Coquelicot est situé 7, rue du Moulin à Morlancourt.

Le président de la SAS Biogaz du Coquelicot est Monsieur Michel DESTOMBES, également maire de la commune de Morlancourt (80300).

1-1-1. Nature de la demande d'autorisation environnementale

Le projet est porté par Monsieur Michel DESTOMBES, président de la SAS Biogaz du Coquelicot, qui a déposé le 15 avril 2021 auprès du Service des Installations Classées de la Préfecture de la Somme une demande en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation de matières organiques avec épandage, sur le territoire de la commune d'Albert.

De par sa nature, l'installation prévue est soumise au régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 2781-1 et 3532 de la nomenclature des installations classées et nécessite de fait, l'ouverture d'une enquête publique.

1-1-2. Description du projet

- Le but principal des membres de BIOGAZ DU COQUELICOT est de mieux valoriser les matières organiques de leurs exploitations et d'en produire de l'énergie renouvelable.

Le projet s'appuie sur un constructeur de méthanisation français et également sur des entreprises locales.

L'installation valorisera 48450 t/an de biomasse.

La capacité de traitement sera de 132,7 t/j en moyenne.

L'installation générera du digestat liquide qui sera valorisé par épandage sur les terres agricoles des agriculteurs.

Le biométhane sera injecté dans le réseau public de gaz géré par GRT.

Environ 5 à 10 % du gaz produit sera consommé pour les besoins de l'installation (chauffage du digesteur).

- Les principales motivations qui portent les membres de BIOGAZ DU COQUELICOT sont de
 - Valoriser de la matière (effluents d'élevage) pour produire de l'énergie renouvelable.
 - Mener un projet et un site dans une logique de groupe et de territoire.
 - Créer de l'emploi direct et indirect (sur site, pour les transports, etc...) pour participer à animer le territoire,

- Créer une activité à long terme.
- Créer une diversification des activités des exploitations agricoles.

- Le projet sera implanté sur la commune d'Albert, dans le département de la Somme, au lieu-dit « Fief de la Prée ».

Il s'agit en l'état d'une parcelle agricole accessible par la D929 et dont les références cadastrales sont : ZI 26, 27pp, 93, 94pp, pour une surface de 5,07 ha.

1-2. La procédure d'enquête publique

- En qualité de commissaire enquêteur inscrit sur la liste d'aptitude du département de la Somme, j'ai été désigné le 24 janvier 2022 par Madame la présidente du Tribunal administratif d'Amiens.

- Les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été définies par l'arrêté du 03 février 2022 de Madame la préfète de la Somme.

- L'enquête publique s'est déroulée du 02 mars au 02 avril 2022 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.

- La mairie d'Albert est désignée siège de l'enquête publique, où 5 permanences ont été assurées par le commissaire enquêteur.

- L'enquête publique concerne l'ensemble des communes comprises dans le rayon de 3 km autour de l'installation.

Mais, compte tenu de la valorisation du digestat en épandage, les communes incluses dans l'étude préalable à l'épandage sont également à prendre en compte.

Ainsi, 87 communes sont concernées sur le département de la Somme.

1-2-1. Le dossier d'enquête publique

► Composition du dossier d'enquête publique

Le rapport de l'Inspection de l'environnement déclarant l'achèvement de l'examen préalable du dossier de demande d'autorisation environnementale est daté du 17 janvier 2022.

Le dossier représente un ensemble de 1120 pages, composé des pièces réglementaires suivantes :

I- Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation

Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation a été réalisé par le Bureau d'études SYNERGIS ENVIRONNEMENT – 62690 Cambigneul.

- Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation (Volet A)
- Note de présentation non technique
- Résumé non technique du volet A et du volet B - (Dossier ICPE et Plan d'épandage)
- Documents Cerfa
- 9 plans
- Annexes n°02 à 031

II- Plan d'épandage TERRALTO

Le plan d'épandage a été réalisé par la Chambre d'Agriculture des Hauts-de-France.

- Étude de valorisation des digestats d'une unité de méthanisation soumise à autorisation (Volet B)
- Dossier d'autorisation
- Partie 1 : Étude d'impact
- Étude des dangers
- Partie 2 : Étude préalable à l'épandage

III- Absence d'avis de l'Autorité environnementale

Les services de la Préfecture de la Somme ont saisi le 29 juin 2021 la Mission Régionale d'Autorité environnementale pour avis concernant le projet.

Par courrier réponse en date du 07 septembre 2021, Madame la Présidente de la MRAe des Hauts-de-France précise l'absence d'avis produit dans le délai imparti de deux mois suivant la saisine.

► Conditions matérielles de consultation du dossier d'enquête publique

La mairie d'Albert a été dotée d'un dossier papier consultable aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie, et pendant les 5 permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier de demande d'autorisation a également été rendu consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme, et depuis un poste informatique installé dans les locaux de la préfecture, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Montdidier et Péronne aux jours et heures habituels d'ouverture.

1-2-2. La publicité légale de l'enquête publique

- La publicité légale de l'enquête publique a été définie par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 03 février 2022 :

- Annonces légales par publication de deux avis d'enquête dans le « Courrier Picard » et « Picardie la Gazette » au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et un rappel intervenant dans les 8 premiers jours de l'enquête publique.

- Affichage en mairie d'Albert, commune du site d'implantation du projet d'unité de méthanisation.

- Affichage dans les mairies concernées par le rayon des 3 km autour de l'installation ainsi que les communes concernées par le plan d'épandage.

- Affichage sur les lieux prévus pour la réalisation du projet par l'implantation de panneaux aux abords des voies publiques et conformes aux dispositions réglementaires.

La mise en place de ces dispositifs devant intervenir 15 jours au moins avant le début de l'enquête publique, soit au plus tard le 15 février 2022, et pendant toute la durée de l'enquête.

- La société Biogaz du Coquelicot n'a pas souhaité mandaté un huissier de justice pour contrôler la réalité des affichages publics.

Lors de la réunion du 14 février 2022, il a été convenu que :

- Monsieur Michel DESTOMBES prendrait des clichés photographiques de l'implantation du panneau sur site.

- Le commissaire enquêteur réaliserait un contrôle d'affichage d'un échantillon des 87 mairies concernées par le projet.

1-2-3. Opérations de communication médiatique

Interview accordée par Monsieur Michel DESTOMBES.

Article du Courrier Picard du 28 février 2022 intitulé « Le projet de méthaniseur en huit questions », détaillé ainsi :

1- En quoi consiste ce projet ?

2- Pourquoi Albert ?

3- Quelles nuisances ?

4- Pourquoi une enquête publique ?

5- Est-ce que le gaz produit va alimenter Albert et sera-t-il moins cher ?

6- Cela va-t-il générer des emplois ?

7- Quel coût ?

8- Quel calendrier ?

1-2-4. Préparation et déroulement de l'enquête publique

1-2-4-1. Opérations préparatoires réalisées le 14 février 2022

- Réunion préparatoire en mairie de Morlancourt avec M. Michel DESTOMBES, président de la société Biogaz du Coquelicot.
- Visite guidée sur le site d'implantation au lieu-dit « Fief de la Prée » à Albert.
- Visite guidée d'une unité de méthanisation de gaz vert en activité, site BIOGY à Étrun (62161).
- Visite guidée d'une unité de méthanisation GREEN ARTOIS à Frévin-Capelle (62690).
- Visite guidée d'une unité de production de combustibles gazeux BIO ENERGIES 7VT à Éclimeux (62770).
- Réunion à l'Hôtel de Ville d'Albert avec Monsieur Claude CLIQUET, maire d'Albert, Monsieur Michel DESTOMBES et Monsieur Stéphane DEMILLY, ancien député-maire d'Albert et Sénateur de la Somme.

1-2-4-2. Déroulement de l'enquête publique

- L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 02 mars au samedi 02 avril 2022, soit pendant 32 jours consécutifs, sans qu'il soit nécessaire d'envisager une prolongation de sa durée.
- 05 permanences d'une durée de 03h00 ont été assurées par le commissaire enquêteur.
- Le registre d'enquête a été clos et signé le samedi 02 avril 2022 à 12h00 par le commissaire enquêteur.
- L'accès au dépôt de contributions par voie dématérialisée sur le site Internet de la Préfecture est demeuré accessible dans les délais définis à l'article 4 de l'arrêté d'organisation.
- Le procès-verbal de synthèse des observations a été remis le vendredi 08 avril 2022 à 14h00 en mairie de Morlancourt à Monsieur Michel DESTOMBES, président de la société Biogaz du Coquelicot, et en présence de Madame Sophie STRABA, Chargée de projets au Bureau d'études SYNERGYS ENVIRONNEMENT.
- Le mémoire en réponse de la Société du Biogaz du Coquelicot daté du 11 avril 2022 a été réceptionné le 13 avril 2022.
- Le commissaire enquêteur a remis le rapport d'enquête publique et les conclusions avec avis motivé le 21 avril 2022 à la Préfecture de la Somme.
- Un exemplaire du rapport d'enquête et des conclusions a été conjointement transmis au Tribunal administratif d'Amiens le 21 avril 2022.

1-2-5. La participation comptable du public

- Registre de la mairie d'Albert :
 - 4 contributions
 - 1 délibération du Conseil municipal de la Ville d'Albert
- Site Internet de la Préfecture : Néant.

1-2-6. Les avis exprimés pendant la phase d'enquête publique

- **Avis favorables**
 - 01/M. Stéphane DEMILLY, ancien député maire d'Albert, sénateur membre de la commission de développement durable du Sénat.
 - 04/Délibération du Conseil municipal d'Albert du 21 mars 2022 :
Avis favorable sous réserve du respect de l'ensemble des engagements figurant au dossier d'enquête publique.

• **Avis défavorables**

- 02/M. ELOI : Riverain, domicilié Chemin d'Authuille à Albert.
- 03/Epoux LOSTUZZO : Riverains, domiciliés Avenue du Général Faidherbe à Albert.

• **Avis classé en neutre**

- 05/M. Claude CLIQUET, maire d'Albert qui rappelle l'avis favorable sous réserve exprimé par le Conseil municipal, dans sa délibération du 21 mars 2022.

2- Synthèse de l'analyse thématique issue du Titre 3 du rapport

N°	Intervenant	Avis exprimé	Synthèse des arguments développés et des réponses communiquées
01	M. DEMILLY sénateur	Favorable	Argumentation fondée sur la nécessité d'être indépendant en matière sanitaire, alimentaire et énergétique. L'ambition nationale doit de traduire localement. Soutien au projet. <u>Réponse du maître d'ouvrage</u> Pas de réponse du maître d'ouvrage. →Classé en élément favorable au projet.
02	M. ELOI , riverain	Défavorable	Inquiétudes exprimées relatives aux nuisances résultant de la proximité de l'installation par rapport à une zone urbanisée : Dangers liés aux risques industriels, odeurs nauséabondes, manque d'information de la population. <u>Réponses du maître d'ouvrage</u> <ul style="list-style-type: none"> • Réponse faisant référence à l'étude de dangers figurant au dossier de l'enquête publique. Ainsi qu'à la maîtrise des risques inhérents de l'installation projetée dans le cadre spécifique des dispositions légales et réglementaires applicables aux ICPE <ul style="list-style-type: none"> • Concernant les odeurs, des contrôles seront effectués en phase d'exploitation sous le contrôle du service de l'Inspection des Installations classées, suivant une durée et des protocoles définis. • La consultation préalable des habitants ne relève pas de la compétence du porteur de projet. C'est le préfet qui délivre ou refuse l'autorisation d'exploiter. → Réponse jugée satisfaisante.
03	Epoux LOSTUZZO riverains	Défavorable	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de contact préalable de la part du représentant de la société Biogaz du Coquelicot. • Inquiétudes exprimées relative à la proximité de leur habitation par rapport à l'installation projetée (odeurs nauséabondes), et à l'augmentation du trafic routier. • Dépréciation immobilière. • Absence de trottoir sur le tronçon concerné par le trafic routier. <u>Réponses du maître d'ouvrage</u> <ul style="list-style-type: none"> • Le trafic routier est déjà important sur le D929. Le flux de circulation généré par l'exploitation est multidirectionnel. Son incidence est donc jugée modérée et acceptable. <ul style="list-style-type: none"> • Réponse déjà communiquée au n°2 concernant les émanations d'odeurs provenant de l'installation et des procédures réglementaires imposées par le Service des

			<p>Installations Classées de la DREAL des Hauts-de-France.</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant la dépréciation immobilière : S'il existait des nuisances anormales en phase d'exploitation, il serait de l'obligation et de la responsabilité de la société Biogaz du Coquelicot de remédier à ces nuisances dans le respect de la réglementation. <p><u>Réponses du commissaire enquêteur</u></p> <p>Concernant le contact préalable avec les riverains, le cadre réglementaire ne prévoit pas que le porteur de projet soit tenu de rencontrer individuellement tous les riverains concernés par la future installation.</p> <p>La procédure réglementaire liée à la publicité légale a été respectée.</p> <p>→ Réponse jugée satisfaisante.</p>
04	Conseil municipal d'Albert	Avis favorable Sous réserve	<p>Le Conseil municipal d'Albert émet un avis favorable sous réserve du respect de l'ensemble des engagements figurant dans le dossier soumis à enquête publique.</p> <p><u>Réponse du maître d'ouvrage</u></p> <p>L'arrêté préfectoral fixera toutes les obligations réglementaires auxquelles sera soumise l'unité de méthanisation en phase d'exploitation, sous le contrôle du Service des Installations Classées de la DREAL des Hauts-de-France.</p> <p><u>Réponse du commissaire enquêteur</u></p> <p>Le cahier des charges doit être respecté dans la pratique au quotidien, tel que l'exemple cité de la protection sous bâche des silos et des camions.</p> <p>Il en est de même pour les conditions dans lesquelles devront s'effectuer les opérations d'épandage.</p>
05	M. CLIQUET Maire d'Albert	Avis classé en neutre	<p>Rappel de l'avis favorable sous réserve exprimé dans la délibération du Conseil municipal d'Albert du 21 mars 2022.</p> <p><u>Réponse du maître d'ouvrage</u></p> <p>Pas de réponse du maître d'ouvrage – Réponse communiqué au n°4.</p> <p>→ Cette observation ne donne pas lieu à positionnement du commissaire enquêteur.</p>

3- Les éléments d'appréciation issus du dossier

3-1. L'environnement humain

L'occupation des terrains alentours est composée :

- Au Nord-Ouest, une zone d'activité avec les premiers bâtiments à moins de 50m des limites de parcelles. Au-delà de la zone d'activité, des terrains agricoles.
- De terrains agricoles dans toutes les autres directions.
- Au Sud-Est le cimetière militaire de Bécourt, puis le hameau de Bécourt à 1km
- A 1,5 km à l'Est le hameau de La Boisselle.
- A 380m au Nord-Est le premier tiers isolé, et à 450m au Nord-Ouest les premiers lotissements de la commune d'Albert.

La zone d'implantation du projet est donc caractérisée par la proximité de la zone d'activité, mais par un isolement notable de tous riverains.

Le premier tiers habitant est situé à 380 m (Albert) ; les bourgs et autres zones d'habitations sont situées à plus de 1200 m du projet.

3-2. Les impacts sur l'environnement et les mesures compensatoires

• La qualité de l'air

Les vents dominants sont de secteurs Sud-Ouest.

Concernant les odeurs il n'a pas été détecté d'odeurs significatives sur et à proximité immédiate. Quelques odeurs peuvent ponctuellement se détecter selon l'activité locale.

• Le patrimoine culturel et paysager

Le site n'est pas à l'intérieur d'un zonage archéologique. Il n'y a pas de site archéologique recensé dans la zone d'étude. Le site n'est pas non plus compris dans un périmètre de protection des monuments historiques.

Les services de la DRAC, Direction Régionale des Affaires Culturelles, ont été consultés en janvier 2021. Des démarches ont été engagées pour réaliser un pré-diagnostic archéologique. Suite à cela, le porteur de projet appliquera les procédures archéologiques nécessaires.

L'aire immédiate se caractérise par 3 typologies de paysages articulés : agricole, industriel et résidentiel. Ce paysage est entrecoupé d'axes routiers importants qui accentuent la netteté des limites paysagères entre ces composantes.

Le relief participant également à cet effet. Les sensibilités se situent principalement sur les axes routiers surplombant le site, en particulier la D929 où des percées visuelles sont orientées vers celle-ci.

Le site en lui-même se situe sur une parcelle en creux de vallée. La partie nord est implantée en bas de pente, remontant vers la ligne de crête au sud.

Les enjeux paysagers restent modérés et limités aux abords du site.

• Le patrimoine naturel

La parcelle concernée par l'implantation de l'unité de méthanisation ne représente aucun intérêt majeur pour la préservation de la faune et de la flore.

Le site ne présente aucune mesure de protection réglementaire ni de classement au titre de la flore ou de la faune.

Le projet est distant d'au moins 5 km du premier site Natura 2000.

Le projet n'est pas situé dans un corridor écologique.

Aucune zone humide n'a été recensée sur le site.

3-3. Les capacités techniques et financières du demandeur

Le capital social de la société BIOGAZ DU COQUELICOT est actuellement de 308 200 euros.

En termes d'investissement, le coût global du projet est estimé à 12 millions d'euros.

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 a introduit dans le code de l'environnement l'obligation de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité de certaines ICPE.

L'arrêté du 31 mai 2012, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2013, fixe la liste des ICPE soumises à l'obligation de garanties financières (5° de l'article R 516-1 du code de l'environnement).

D'après l'annexe II de cet arrêté, le projet n'est pas concerné, puisque le seuil de 20 MW n'est pas atteint pour la rubrique 2910B.

3-4. Compatibilité avec les documents d'urbanisme

La parcelle est couverte par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays du Coquelicot de la commune d'Albert dont la dernière procédure a été approuvée le 10/12/2018.

La zone agricole est destinée à recevoir des constructions et installations liées à l'exploitation agricole.

Selon la réglementation en vigueur et eu égard aux porteurs du projet et à l'activité du site, le projet est à caractère agricole.

4- Les éléments d'appréciation issus de l'enquête publique

Les réponses communiquées par Monsieur DESTOMBES, président de la société Biogaz du Coquelicot, rédigées avec la collaboration de Madame STRABA, Chef de Projets à Synergis Environnement, ont été jugées complètes, argumentées et satisfaisantes.

Le porteur de projet a pris considération les inquiétudes légitimes exprimées par deux riverains.

5- Les motivations de l'avis

Après avoir procédé à l'étude de l'ensemble des données constituées par le dossier, de la synthèse bilancielle des arguments développés dans le cadre de l'enquête publique et des réponses apportées par la société Biogaz du Coquelicot, je suis amené à en tirer les éléments conclusifs suivants :

La méthanisation consiste à recourir à un processus biologique naturel qui transforme les matières organiques pour produire de l'énergie renouvelable sous forme de biogaz, et un résidu, le digestat, pouvant servir de fertilisant des sols et des cultures.

✓ La méthanisation présente un intérêt écologique du fait de :

- La valorisation de déchets initialement destinés à l'enfouissement.**
- La production d'une énergie renouvelable contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).**
- La production d'un engrais naturel en mesure de remplacer les engrais chimiques.**
- La préservation de la qualité des sols et des nappes phréatiques.**

✓ Le projet participe au développement d'une économie circulaire territoriale où les déchets deviennent une ressource d'énergie et contribuent au dynamisme économique et à la diversification des activités agricoles.

✓ Le gisement de matières organiques apporté par les exploitations agricoles provient d'installations situées à 20 km en moyenne, sur le territoire du Santerre, ce qui conforte son caractère local et limite en distance les trafics routiers.

✓ L'unité de méthanisation sera alimentée par :

- Des effluents d'élevage et de déjections animales (fumiers et lisiers).**
- Des CIVE (Culture intermédiaire à Vocation Énergétique) et d'autres produits végétaux de cultures dédiées, en faible proportion (<15%).**
- Des sous-produits de l'industrie agro-alimentaire et d'agro-industries (pulpe de betteraves).**

L'unité de méthanisation n'a pas vocation à recevoir des boues issues de station d'épuration urbaine, ni de déchets dangereux.

✓ Le projet permet d'améliorer le bilan global de gestion des déchets organiques dans le secteur incluant les opérations de transport et d'épandage.

✓ Le plan d'épandage a été conçu dans un cadre réglementaire et en conformité avec les prescriptions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie.

- ✓ Le projet a un but environnemental et agronomique. Il permet d'améliorer les pratiques d'épandage dans le secteur, puisque qu'une grande partie de la biomasse digérée est retournée aux agriculteurs, sous forme de digestat.
- ✓ Le biogaz produit par l'unité de méthanisation est en capacité d'alimenter le réseau de la ville d'Albert.
- ✓ Le projet a obtenu le soutien de la municipalité d'Albert par la délibération favorable rendue le 21 mars 2022.
- ✓ Bien que son fonctionnement soit automatisé, l'unité de méthanisation sera à l'origine de la création de 4 emplois sur le site, et de 25 à 30 emplois dans le domaine adjacent du transport et du contrôle.
- ✓ L'unité de méthanisation sera installée de par son statut sur une parcelle agricole destinée à recevoir des constructions et installations liées à l'exploitation agricole.
La parcelle est située à proximité d'une zone industrielle et de la voie de circulation D929.
Du fait du terrain encaissé et de l'enfouissement d'une majeure partie des cuves, l'impact paysager sera limité.
- ✓ L'étude de dispersion des odeurs a été réalisée et a conclu à un impact acceptable pour les riverains. La première habitation étant située à 380 mètres de l'installation.
Aucune habitation ni établissement recevant du public n'est concerné par la zone d'impact olfactif.
- ✓ Compte-tenu de sa nature et de son cadre réglementaire, l'installation sera placée en phase d'exploitation sous le contrôle du Service des Installations Classées de la DREAL des Hauts-de-France.

Avis émis par le commissaire enquêteur

En conséquence,

J'émet un AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation présentée par la société Biogaz du Coquelicot, en vue d'exploiter une unité de méthanisation de matières organiques avec épandage, sur le territoire de la commune d'Albert.

Fait le 21 avril 2022

Le commissaire enquêteur P. JAYET

